

**6 Société et Culture**

**CNAMGS/Activité médico-chirurgicale d'urologie**

**Des consultations et contrôles médicaux à l'hôpital militaire**

Prissilia MOUSSAVOU MOUITY  
Libreville/Gabon

Un expert urologue séjourné depuis le 14 février à Libreville, et ce jusqu'au 20, à l'invitation de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS). Les patients atteints pathologies liées à l'urologie bénéficient donc de son expertise à l'Hôpital d'instruction des armées Omar Bongo Ondimba (HIAOBO).

LORS de sa dernière visite au Gabon en octobre dernier, l'expert urologue Eric Jacob Benizri avait procédé aux consultations et interventions chirurgicales en urologie. A nouveau à Libreville depuis quelques jours, au compte de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS), du service de santé militaire et du Centre hospitalier universitaire de Libreville

(CHUL), le spécialiste poursuit son action sanitaire à l'Hôpital d'instruction des armées Omar Bongo Ondimba (HIAOBO). Avec l'ensemble de ses confrères gabonais, le docteur Benizri procède, durant une semaine, aux contrôles médicaux de ses anciens patients et traite les nouveaux cas enregistrés.

La nouvelle caravane médicale ouverte en début de semaine a pour but, comme les précédentes, de réduire le nombre d'évacuations sanitaires vers les structures hospitalières étrangères. L'opération vise également l'échange d'expériences et de compétences entre les spécialistes gabonais et ceux de l'Hexagone ou d'ailleurs, travaillant dans des structures de référence.

C'est conscientes que les maladies d'urologie constituent un véritable problème de santé publique au Gabon, que les autorités du pays ont initié ces acti-



Photo : P.M.M

Docteur Eric Jacob Benizri, consultant un de ses anciens patients gabonais.

tivités médico-chirurgicales, qui se tiennent quatre fois dans l'année à Libreville. « La mission commanditée par la CNAMGS est la première de 2016. Durant une semaine, nous traiterons les maladies d'urologie, notamment les prostatites de la vessie, les pathologies tumorales et mal-formatives, les calculs, les descentes d'organes, les problèmes d'incontinence urinaire. Les cas de prostate sont les plus

fréquents au Gabon. C'est un organe situé entre les voies urinaires et les voies génitales qui assure la fertilité. Cet organe peut canceriser sous plusieurs formes. L'une des causes de cette maladie est l'activité sexuelle soutenue», fait savoir Eric Jacob Benizri. Comme à chaque édition, les patients affluent. Rien que pour la journée de lundi, une quarantaine de malades étaient program-



Photo : P.M.M

De nombreuses personnes attendant d'être reçues par l'urologue.

més. « Nous sommes à notre 10e année de partenariat avec le Gabon, et la fréquence des consultations est toujours surprenante. Nous recevons entre 150 et 250 patients par semaine. Nous avons prévu une quarantaine de patients par jour en consultation. C'est en fonction des cas qui se présenteront que nous programmerons les blocs opératoires», a-t-il poursuivi. Parmi les patients reçus

lundi, on dénombrait également ceux de l'intérieur du pays, précisément de Mouila et de Port-gentil. Il reste que nombreux sont ceux qui ignorent encore l'existence de cette prestation. La caravane médico-chirurgicale d'urologie prend en compte les patients assurés par la CNAMGS, ayant préalablement pris rendez-vous auprès de la structure.

**Institut d'hygiène publique et d'assainissement (IHPA) / Atelier de formation sur la gestion urbaine**

**Renforcer les capacités des agents municipaux, des ONG et de l'IHPA**

LLIM  
Libreville/Gabon

LE ministère de la Santé, de la Prévoyance sociale et de la Solidarité nationale, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Institut d'hygiène publique et d'assainissement (IHPA) ont lancé, depuis lundi, au siège de l'IHPA, sis à Nkembo, un atelier de formation sur la gestion urbaine. Y prennent part, les agents municipaux, ceux de l'IHPA ainsi que les membres des organisations non gouvernementales (ONG). Prévue pour trois jours (du 15 au 17 février courant), cette rencontre s'inscrit

dans le cadre du renforcement des capacités sur la gestion urbaine. Elle a été ouverte par la directrice générale de la Santé, Dr Antchouet Ambourhouet A.M., qui a défini les objectifs de cet atelier. « Il s'agit, pour les participants, d'arriver à créer une association intersectorielle soutenue par la méthodologie participative pour l'amélioration, la transformation de l'hygiène et de l'assainissement des villes dénommée "Phast/Sarar", en vue de la mise en œuvre de l'outil d'aide à la décision "Urban heart", en français, "ville saine», a-t-elle expliqué. Ce rendez-vous, qui s'inscrit dans le prolongement d'un processus entamé il y a plus d'une dizaine d'an-



Photo : LLIM

La chargée de la Promotion de la santé OMS/Gabon, Gislène Moussouamy (g) et la directrice générale de la Santé, Dr Antchouet Ambourhouet, à l'ouverture de l'atelier. Photo de droite: L'assistance, composée des agents de l'IHPA, des responsables des mairies et des membres des ONG.

nées, à travers l'initiative "ville-santé", vise la réduction des inégalités en matière de santé par la gestion participative de plusieurs acteurs de différents secteurs, capables d'emmener le plus grand nombre à prendre conscience de l'importance d'un environnement sain. « Il ne peut

avoir de vie sans santé. Nous devons faire de nos villes des endroits sains», a-t-elle martelé. Pour sa part, le directeur de l'IHPA, Richard Pamba, est longuement revenu sur les motivations de cette rencontre. « Nous savons tous que l'assainissement, l'hygiène et la santé sont in-



Photo : LLIM

timelement liés. L'absence d'assainissement satisfaisant y compris le non respect des règles d'hygiène, expose toutes les populations aux risques des maladies et d'épidémies», a-t-il indiqué.

C'est donc pour être « fin prêts, en cas d'alerte», mais aussi de rendre les villes les plus saines possibles, que se tient cette formation, qui s'achève aujourd'hui.

**Rencontre ministre de l'Éducation nationale-Maire de Libreville**

**L'environnement scolaire au cœur de l'échange**

LLIM  
Libreville/Gabon

LE ministre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement technique, Florentin Moussavou, accompagné des membres de son administration a, au cours d'une séance de travail, hier, à l'Hôtel de ville, avec le maire de Libreville, Rose Christiane Ossouka Raponda, débattu de certaines questions liées à la cité, notamment celles en rapport avec l'environnement scolaire dans la capitale. Il s'agissait, pour le membre du gouvernement, de voir avec l'édile de Libre-

ville, ainsi que les autres représentants des municipalités présents à cette rencontre, comment trouver des pistes de solutions aux questions liées aux équipements et aux infrastructures scolaires. « Nous avons jeté un regard sur les problèmes de la cité, étant entendu que l'éducation occupe une part importante dans les problématiques du gouvernement. Un tour d'horizon sur l'environnement éducatif des jeunes a également été fait, sur la situation de la carte scolaire, le problème de transport, celui des capacités d'accueil (table-bancs et salles de classe...) ont été les principaux axes de cette rencon-



Photo : LLIM

Florentin Moussavou (costume sombre), et le maire de Libreville, Rose Christiane Ossouka Raponda (en rouge) après leur entretien.

tre, étant entendu que Libreville, à elle-seule, renferme plus des trois quarts des élèves et enseignants du pays», a indiqué, à la presse, le ministre Florentin Moussavou. Par ailleurs, le responsable

du département de l'Éducation s'est réjoui de ce qu'au retour des congés intermédiaires d'une semaine, lundi dernier, les cours reprennent progressivement dans les établissements scolaires.

